



Dans le nord du Sri Lanka, région tamoule, les paysans éprouvent beaucoup de difficultés à se réinstaller sur leurs terres, malgré les promesses du nouveau pouvoir. KEYSTONE

RÉCONCILIATION AVEC LES TAMOULS AU SRI LANKA

L'ARMÉE PEINE À RENDRE LES TERRES

Six ans après avoir écrasé les Tigres tamouls, les militaires commencent seulement à restituer les terres du Nord, qu'ils exploitent pour leur propre compte. Le poids des disparitions continue d'entraver une lente réconciliation.

SÉBASTIEN FARCIS
REPORTAGE À JAFFNA

La moto file sur le bitume de la route qui sort de Jaffna. Au bout d'une quinzaine de kilomètres, l'animation de la capitale de la province du Nord laisse place à un paysage de désolation. Au bout de 500 m surgit une plage de sable blanc, des chaises longues et des parasols. Une fontaine coule paisiblement près de la réception. Nous sommes dans la «zone de haute sécurité» de Kankesanthurai, base de la marine sri-lankaise dans le nord de l'île: une relique de la guerre judicieusement mise à profit par l'armée, qui gère depuis 2010 cet hôtel de bord de mer.

La terrasse offre une vue panoramique sur l'océan Indien. Entre deux plats de curry, les touristes qui y déjeunent peuvent écouter des groupes de musique traditionnelle. «Ils sont habillés en costumes cinghalais», grince Parameswaran, un journaliste local. Une aberration culturelle en plein cœur du pays tamoul. La plupart des employés de l'hôtel, dont beaucoup de militaires à la nuque rase, viennent également du Sud cinghalais et peu d'entre eux

parlent tamoul. Les visiteurs, eux, sont principalement étrangers.

«Quand j'étais jeune, il y avait un petit cinéma ici, et je venais à bicyclette pour regarder les films en tamoul», raconte le journaliste, nostalgique. Mais en juin 1990, comme tous les habitants de la zone, sa famille a fui les combats. Aujourd'hui, l'ancien cinéma est utilisé comme dépôt militaire. Selon l'ONG Sri Lanka Campaign, 17 hôtels sont détenus par les corps d'armée ou leurs gradés à travers le pays.

«Ces militaires cultivent nos terres fertiles et vendent cette production sur nos marchés»

MAVAI SENATHIRAJAH

Pendant la guerre civile entre l'armée et la rébellion des Tigres de libération de l'Eelam tamoul (1983-2009), cette pointe côtière de l'île était utilisée par les séparatistes pour faire venir des

armes de l'Inde voisine. C'est pour faire cesser ce trafic que ces terres ont été réquisitionnées par l'armée. Mais six ans après la fin du conflit, l'occupation demeure, et la rancœur des Tamouls croît.

Le temps s'est arrêté

A une dizaine de kilomètres de ces baraques, dans la grande banlieue de Jaffna, Sylvia se démène au milieu d'une nuée d'enfants qui tendent leurs bras à travers son comptoir. Le temps s'est arrêté pour Sylvia en ce mois de juin 1990 et ne semble pas vouloir repartir. «Nous avons une grande exploitation agricole et pouvions nous nourrir grâce à nos récoltes, raconte cette femme d'une quarantaine d'années, dont la robe rouge contraste avec la peau chocolat. Maintenant, nous survivons avec nos maigres revenus.»

Elle délaisse son comptoir pour nous emmener dans les ruelles de terres brunes qui serpentent à l'intérieur de ce campement de 200 familles tamoules déplacées par la guerre. Sylvia

pousse une porte. Sa maison en dur est composée de trois pièces obscures derrière des grilles. Un espace exigu, surmonté d'une plaque de tôle. «Un four en été», soupire-t-elle. Mais Sylvia a bon espoir d'en partir bientôt: «Je viens de déposer ma demande au Conseil de province. Maithripala devrait nous autoriser à retourner chez nous.»

Celui qu'elle appelle par son prénom, selon la coutume tamoule, est Maithripala Sirisena, le nouveau président, élu le 8 janvier avec le soutien de l'électorat tamoul du Nord et de l'Est. Il s'agissait d'abord de chasser Mahinda Rajapakse, qui a régné de manière autoritaire et népotique sur l'île pendant dix ans et a «fait couler une rivière de sang tamoul», accuse Sylvia. En mai 2009, il a mis fin à vingt-six ans de guerre civile en ordonnant un assaut contre la rébellion, retranchée avec plus de 330 000 civils dans le Nord-Est. Selon l'ONU, plus de 40 000 civils tamouls auraient alors péri dans ces bombardements aveugles.

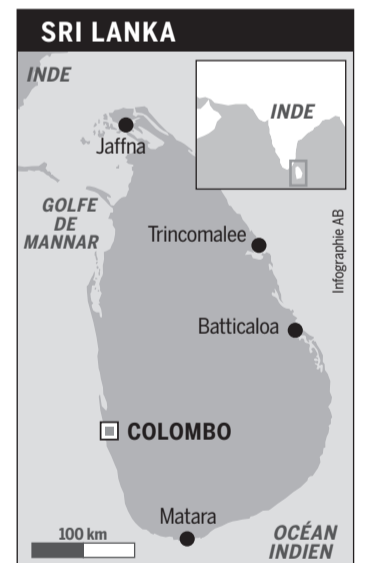
Le nouveau chef de l'Etat a surtout promis d'accélérer la restitution des terres occupées par

l'armée – un processus initié timidement par son prédécesseur. Le 23 mars, il a rendu 172 hectares de terrain à ses propriétaires tamouls du Nord et prévoit bientôt une autre action de même ampleur. Sur son petit bureau de sa maison de Jaffna, le député Mavai Senathirajah a déroulé une grande carte de la région. Le secrétaire général adjoint du plus grand parti tamoul, le Tamil National Alliance, qui a apporté son soutien au nouveau gouvernement, négocie pour accélérer le retrait des troupes. Une mission délicate

Cent mille dans l'attente

«Ils nous ont garanti qu'ils le feraient, mais sans précipitation. Sinon, l'opposition allait les accuser de mettre en danger la sécurité du pays», explique ce politicien vétérinaire. Avant de s'énerver: «Ces militaires cultivent nos terres fertiles et vendent cette production sur nos marchés. Ils ont aussi chassé nos pêcheurs, puis ramené et protégé des Cinghalais pour pêcher.» Selon lui, environ 100 000 Tamouls attendent, répartis dans onze camps, de retourner sur leurs terres. En plus de 200 000 autres exilés dans le sud de l'Inde.

Au bord de l'asphalte, Asha Sanmugan s'affaire sur un vélo retourné. Il a reconstruit, grâce à ses revenus de réparateur de vélos, une nouvelle maison. «Au bout de six ans dans les camps, nous pensions que nous ne reviendrions jamais, avoue-t-il. Aujourd'hui, même si on n'avait pas à manger, ce ne serait pas grave. On est sur notre terre. On réalise que la guerre est finie et on peut penser à l'avenir.» © LIBÉRATION



«C'est une mascarade: l'Etat ne poursuivra jamais ses soldats»

«Mon beau-fils a disparu en mai 2009», raconte S. Surendran, un homme âgé, qui poursuit: «Il devait voyager entre Mullaitivu et Vavuniya avec d'autres hommes vers la zone tenue par l'armée, mais il n'est jamais arrivé.» Un tapis de murmures, plaintes et pleurs recouvre lourdement l'intérieur de la grande salle du secrétariat de Kuchchaveli, près de Trincomalee, dans le Nord-Est du Sri Lanka.

Dans cette campagne aux rizières verdoyantes, aux bananiers et papayers bien irrigués, se dissimulent de putrides secrets, appelés aujourd'hui à sortir au grand jour. La Commission sur les disparus, créée par l'ex-président Mahinda Rajapakse en août 2013, y a élu résidence pour deux jours. Ses trois membres – trois juristes, deux Cinghalais et une Tamoule – écoutent patiemment les 150 familles de victimes venues témoigner.

La plupart sont des paysans pauvres. Ils se présentent avec quelques papiers jaunés, comme une copie de carte d'identité de leur proche. Ils ont peu

d'espoir, mais surtout un besoin de vérité. «Je ne pense pas qu'il soit encore vivant, confie Mohammed à une commissaire. Mais si vous ne pouvez pas nous le ramener, donnez-nous au moins un certificat de décès.»

Les disparitions datent parfois des années 1990, montrant l'ampleur du traumatisme qui pèse sur ces populations prises entre deux feux pendant les vingt-six ans de conflit. Mais certaines, comme celle du beau-fils de S. Surendran, datent des derniers jours de la guerre, à un moment où l'armée régulière a lancé un assaut sans merci sur les derniers rebelles de l'organisation des Tigres de libération de l'Eelam tamoul (LTTE). Acculés, les séparatistes ont fui vers les campagnes du Nord-Est, suivis par plus de 300 000 civils.

Le gouvernement a alors créé plusieurs «no fire zone», où les civils en fuite auraient dû pouvoir se réfugier en sûreté. Mais selon les photos de satellites et de



Beaucoup d'espoirs, dont ceux de la Suisse (ici Didier Burkhalter), ont été placés en Maithripala Sirisena, le nouveau président sri-lankais. KEYSTONE

nombreux témoignages recueillis depuis lors, l'armée sri-lankaise a bombardé ces zones. Plus de 40 000 civils, principalement des Tamouls, auraient alors péri dans ces combats des derniers mois de la guerre civile, selon une estimation de l'ONU. Un crime de guerre.

Le gouvernement de Mahinda Rajapakse a toujours nié avoir visé ou tué des

civils, et refusé toute enquête internationale sur le sujet. Cependant, sous la pression mondiale, il a mis en place deux commissions de réconciliation successives afin d'entendre les proches des victimes et disparus. Cette Commission sur les disparus, rattachée au bureau du président, n'a aucun pouvoir judiciaire. Elle a reçu plus de 20 000 dossiers et ses membres ont pu entendre 5281 plaintes en dix-huit mois d'exercice, accusant l'armée de meurtres, d'enlèvements, de tortures, et les séparatistes d'assassinats ou d'enrôlements forcés dans leurs rangs.

Certaines de ces plaintes auraient été transmises au procureur général, mais cela n'a débouché sur aucun procès. «L'Etat ne va jamais poursuivre ses propres soldats», s'insurge Elil Rajendran, du Forum de la société civile tamoule, venu à Kuchchaveli pour protester contre cette «mascarade», accompagné de dizaines de proches de victimes qui portent un bâillon sur la bouche pour condamner cette omerta. «Nous deman-

ons que ces enquêtes soient réalisées par la communauté internationale.»

Le nouveau président, Maithripala Sirisena, a promis de faire la lumière sur tous les «supposés crimes de guerre» de l'ancien régime. Ce changement de ton a convaincu le Conseil des droits de l'homme des Nations Unies de repousser la publication de son rapport à septembre prochain. Colombo a annoncé qu'il allait créer un nouveau «panel d'enquête» sur le sujet dans les jours à venir, et qu'il était ouvert aux «conseils» de l'ONU mais pas à son assistance.

C'est pourtant un luxe que le Sri Lanka ne peut pas se permettre, conteste Ruki Fernando, militant de l'association Inform. Qui conclut en forme d'espoir: «La réconciliation à long terme viendra certes d'un processus national. Mais à cause de la nature autoritaire du régime et de la méfiance des victimes envers ses forces de sécurité, l'assistance internationale est nécessaire.» SEF